



# **PANHAITIANISME CONSTAT DE SOCIETE**

## **(2045-2050)**

### **Table des matieres**

1-L'ÉGALITÉ RÉPUBLICAINE  
JUSQU'AU BOUT

2-PROTECTIONNISME  
ÉCOLOGIQUE

3-ZÉRO DÉCHETS

4 -TOURISME EN HAÏTI

5-SYSTÈME DE SANTÉ

6-SPORT ÉMANCIPATEUR AU  
SERVICE DE L'HUMAIN ET DE  
L'ÉDUCATION POPULAIRE

7-SOCIÉTÉ FÉMINISTE

8- SERVICE PUBLIC  
BANCAIRE SOUS CONTRÔLE  
CITOYEN

9- RESPECT DES ANIMAUX

10- RÉPUBLIQUE  
ANTIRACISTE ET ANTI  
"RESTAVEK"

11- NUMÉRIQUE UN BIEN  
COMMUN

12- L'INFORMATION, UN BIEN  
COMMUN

13- CONSTRUIRE  
L'AUTONOMIE DES JEUNES  
ET DES DROIT DE L'ENFANT

14- LA FRANCOPHONIE  
COMME RICHESSE À  
EXPLOITER

15- GARANTIR LE DROIT AU  
LOGEMENT

16- GARANTIR L'ÉGALITÉ  
RÉPUBLICAINE

17- GARANTIR LES DROITS  
DES ENFANTS

18- FORÊT EN HAÏTI

19- L'ÉDUCATION ET DE  
L'ÉMANCIPATION

20- CONSTRUIRE UN  
SERVICE PUBLIC DE LA  
DÉPENDANCE

21- LA MER EN HAÏTI

22- CITOYENNETÉ DANS  
L'ENTREPRISE

23- L'EAU UN BIEN COMMUN

24- SÉCURITÉ

25- ART ET CULTURE POUR  
UN SERVICE PUBLIC DU  
PROGRÈS HUMAIN

26- ÉDUCATION DE HAUT  
NIVEAU EN HAÏTI (ÉCOLE,  
UNIVERSITAIRE ET  
PROFESSIONNELLE)

27- SERVICE PUBLIC DE LA  
POLICE

28- RESSOURCES  
NATURELLES

29- HAÏTI INDÉPENDANTE ET  
NON ALIGNÉE (DIPLOMATIE)

30- HAÏTIENS VIVANTS A  
L'ETRANGER

31- AGRICULTURE  
ÉCOLOGIQUE

32- JUSTICE AU NOM DU  
PEUPLE EN HAÏTI

33- JUSTICE EN HAÏTI

34- MOBILITÉ DURABLE ET  
ACCESSIBLE

35- RÉPUBLIQUE LAÏQUE

36- UNE DÉFENSE AU  
SERVICE DE LA  
SOUVERAINETÉ POPULAIRE  
(ARMÉE)



TONEL-LA CORP PROPERTY

# **CONSTAT DES DIFFÉRENTS PROBLÉMATIQUE**

## **1- L'ÉGALITÉ RÉPUBLICAINE JUSQU'AU BOUT**

### **1. Constat exhaustif**

#### **Contexte historique :**

Haïti, première république noire indépendante, a inscrit l'égalité républicaine dans sa constitution dès ses débuts. Cependant, cette égalité proclamée n'a jamais été pleinement réalisée, en raison des inégalités économiques, sociales, et raciales qui persistent depuis des siècles. Les divisions entre les élites et les masses populaires, ainsi qu'entre les milieux urbains et ruraux, ont profondément marqué la société haïtienne. La faiblesse des institutions publiques, la corruption, et les crises politiques répétées ont également empêché la mise en place d'une véritable égalité républicaine.

#### **Inégalités économiques et sociales :**

L'écart entre les riches et les pauvres en Haïti est l'un des plus importants de la région. La majorité de la population vit sous le seuil de pauvreté, avec un accès limité aux services de base comme l'éducation, la santé, et l'eau potable. L'absence de filet de sécurité sociale aggrave cette situation. Les femmes, les enfants, et les groupes marginalisés sont souvent les plus touchés par ces inégalités. Le système fiscal est régressif, favorisant les élites économiques au détriment des classes populaires.

#### **Discriminations raciales et de genre :**

Bien que la population haïtienne soit majoritairement noire, les discriminations raciales subsistent, notamment envers les personnes issues des communautés rurales ou celles qui ont des origines plus modestes. Le colorisme est également un facteur important, avec une valorisation de la peau claire dans les sphères économiques et

politiques. Les femmes en Haïti, malgré quelques progrès, restent sous-représentées dans les instances décisionnelles et subissent des violences sexistes et discriminations dans de nombreux aspects de la vie sociale.

### **Déficits démocratiques :**

Les institutions démocratiques en Haïti sont faibles et souvent perçues comme illégitimes par une grande partie de la population. Les élections sont marquées par la fraude, la violence, et l'abstention massive. Le manque de transparence et la centralisation excessive du pouvoir empêchent une véritable participation citoyenne, notamment au niveau local. Les jeunes, bien que majoritaires en nombre, sont souvent exclus des processus décisionnels.

### **Problématiques liées à l'état de droit :**

Le système judiciaire haïtien est inefficace et corrompu, incapable de garantir l'égalité devant la loi pour tous les citoyens. L'impunité règne, en particulier pour les crimes commis par les élites politiques et économiques. La police est sous-équipée, mal formée, et souvent impliquée dans des actes de violence contre la population civile.

### **Disparités régionales :**

Les inégalités entre les zones urbaines et rurales sont prononcées, avec une concentration des infrastructures, des services publics, et des opportunités économiques dans les grandes villes comme Port-au-Prince. Les zones rurales, où vit une grande partie de la population, sont largement négligées, ce qui renforce les disparités socio-économiques et limite l'accès aux droits fondamentaux.

## **2- PROTECTIONNISME ÉCOLOGIQUE**

### **1. Constat Exhaustif**

#### **État Actuel de l'Écologie en Haïti**

##### **Contexte environnemental :**

Haïti, situé dans la région des Caraïbes, est confronté à une crise écologique exacerbée par la déforestation massive, l'érosion des sols, la perte de biodiversité, et les impacts du changement climatique. La déforestation, causée par l'exploitation agricole, la production de charbon de bois, et l'urbanisation incontrôlée, a réduit la couverture forestière du pays à moins de 2%, augmentant la vulnérabilité aux catastrophes naturelles. L'érosion des sols affecte la productivité agricole et conduit à la sédimentation des cours d'eau, aggravant les inondations et réduisant la disponibilité d'eau potable.

##### **Facteurs sociaux et économiques :**

La pauvreté endémique et l'absence d'une infrastructure adéquate contribuent aux pratiques non durables. L'accès limité aux technologies vertes et aux alternatives au charbon de bois limite les choix des populations rurales et urbaines. Le manque de sensibilisation à l'importance de la conservation de l'environnement ainsi que la faiblesse des institutions publiques pour réguler et protéger les ressources naturelles aggravent la situation.

##### **Politiques et cadre institutionnel :**

Bien que des efforts aient été faits pour instaurer des politiques environnementales, leur mise en œuvre est souvent faible en raison d'un manque de ressources, de corruption et d'une absence de suivi. Les initiatives internationales pour l'environnement, bien que louables, n'ont pas toujours été adaptées aux réalités locales et ont parfois échoué à apporter des changements durables.

### **3- ZÉRO DÉCHETS**

#### **Constat exhaustif**

##### **Situation actuelle des déchets en Haïti :**

Haïti fait face à une crise environnementale marquée par une mauvaise gestion des déchets solides. Les principales villes, notamment Port-au-Prince, sont encombrées par des montagnes de déchets qui obstruent les canaux de drainage, polluent les cours d'eau et créent des risques sanitaires. Cette situation est exacerbée par une urbanisation rapide, une absence de politique publique efficace en matière de gestion des déchets et un manque d'infrastructures adaptées.

##### **Composition des déchets :**

Les déchets en Haïti sont majoritairement composés de matières organiques (environ 65%), de plastiques (20%), de papiers et cartons (5%), de textiles (3%), de verre et de métal (7%). Une grande partie de ces déchets finit dans des décharges à ciel ouvert, ou pire, est brûlée, contribuant ainsi à la pollution de l'air.

##### **Impact socio-économique :**

L'absence de gestion efficace des déchets affecte non seulement la santé publique, avec une augmentation des maladies d'origine hydrique et respiratoire, mais également l'économie, en particulier dans les zones touristiques. De plus, les acteurs informels du secteur des déchets, souvent marginalisés, jouent un rôle clé dans le recyclage mais ne sont pas soutenus par des politiques publiques.

##### **Cadre législatif :**

Bien que certaines lois et règlements existent, comme le décret de 2006 sur la gestion des déchets solides, leur application est faible. Les collectivités locales manquent de ressources et de capacités pour mettre en œuvre des initiatives efficaces.

## **4- TOURISME EN HAÏTI**

### **1. Constat Exhaustif et Détail**

#### **Situation Actuelle :**

- Ressources Naturelles et Culturelles : Haïti possède un riche patrimoine naturel et culturel, incluant des plages, des montagnes, et une histoire unique. Cependant, l'exploitation de ces ressources est limitée en raison de l'instabilité politique, des infrastructures insuffisantes et du manque de promotion internationale.
- Infrastructure touristique : L'infrastructure est insuffisante et souvent en mauvais état. Les routes, les hôtels, et les sites touristiques nécessitent des investissements majeurs.
- Sécurité : Les préoccupations de sécurité freinent le développement touristique. Les incidents de violence et la criminalité affectent la perception de la destination.
- Impact environnemental : La gestion environnementale est souvent négligée, avec des conséquences sur les sites naturels. La pollution et la déforestation sont des préoccupations majeures.
- Communautés Locales : Les bénéfices du tourisme ne sont pas toujours équitablement répartis. Les communautés locales sont souvent laissées pour compte et ne bénéficient pas des opportunités économiques générées par le tourisme.

## **5- SYSTÈME DE SANTÉ**

### **Constat Exhaustif**

#### **1.1. Contexte Actuel**

**-État du Système de Santé:** Le système de santé en Haïti est

confronté à des défis majeurs, notamment des infrastructures insuffisantes, un manque de personnel qualifié, et un accès limité aux soins pour une grande partie de la population. Les établissements de santé sont souvent mal équipés, avec des ressources limitées et des services de santé primaires insuffisants.

- **Financement** : Le financement du secteur de la santé est insuffisant, avec une dépendance élevée à l'aide internationale. Les dépenses publiques en santé sont faibles par rapport aux besoins de la population, ce qui limite l'accès à des soins de qualité.

- **Accès aux Soins** : L'accès aux soins de santé est inégal, avec des disparités marquées entre les zones urbaines et rurales. Les populations rurales ont souvent des difficultés à accéder à des soins de qualité en raison de la distance, du coût, et du manque d'infrastructures locales.

- **Qualité des Soins** : La qualité des soins est souvent compromise par le manque de matériel, de médicaments, et de formation continue pour le personnel médical. Les services de santé sont souvent limités à des traitements de base et à des interventions d'urgence.

- **Problèmes de Santé Publics** : Haïti fait face à des défis importants en matière de santé publique, y compris des épidémies de maladies infectieuses (choléra, tuberculose), des maladies chroniques (hypertension, diabète), et des problèmes de malnutrition.

## 1.2. Enjeux et Défis

- **Infrastructures Dégradées** : De nombreux établissements de santé sont dans un état de délabrement avancé. Les infrastructures nécessitent des réparations majeures et des investissements pour garantir des conditions de soins adéquates.

- **Ressources Humaines** : Le pays manque de personnel de santé

qualifié, notamment dans les zones rurales. La formation continue et le recrutement sont cruciaux pour améliorer les compétences des travailleurs de la santé.

- **Inégalités sociales** : Les inégalités sociales exacerbent les disparités en matière de santé. Les groupes vulnérables, tels que les femmes, les enfants, et les personnes âgées, sont particulièrement touchés par le manque d'accès aux soins.

## **6- SPORT ÉMANCIPATEUR AU SERVICE DE L'HUMAIN ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE**

### **1. Constat Exhaustif**

#### **A. Contexte Actuel :**

- **Infrastructure et Accès** : En Haïti, l'accès aux infrastructures sportives est limité, avec peu de terrains de sport et d'équipements disponibles, surtout dans les zones rurales et les quartiers défavorisés. Les infrastructures existantes sont souvent mal entretenues et insuffisantes pour répondre à la demande.

- **Système Éducatif** : Le sport est peu intégré dans le système éducatif haïtien. Peu d'écoles ont des programmes sportifs formels, et ceux-ci manquent souvent de ressources et de personnel qualifié.

- **Santé et Bien-Être** : La population haïtienne fait face à des défis en matière de santé publique, dont des problèmes liés à la sédentarité, la malnutrition, et le manque d'accès à des soins de qualité. Le sport peut jouer un rôle crucial dans l'amélioration de la santé publique.

- **Culture et Perception** : Le sport est perçu comme un simple divertissement ou un moyen d'évasion, plutôt que comme un outil de développement personnel et communautaire. Il y a un manque de reconnaissance du sport comme levier pour l'émancipation sociale et la cohésion communautaire.

## **B. Défis :**

- **Financement** : Les ressources financières pour développer le sport sont limitées, avec une grande partie du budget national et local concentrée sur des besoins plus immédiats.
- **Éducation et Formation** : Le manque de formation spécialisée pour les éducateurs sportifs et les entraîneurs limite la qualité des programmes sportifs.
- **Inclusion Sociale** : Le sport n'est pas toujours accessible à toutes les couches de la société, particulièrement aux enfants et aux jeunes des milieux défavorisés.

## **C. Opportunités :**

- **Mobilisation Communautaire** : Le sport a un potentiel énorme pour renforcer la cohésion sociale et promouvoir des valeurs d'inclusion et de solidarité.
- **Partenariats Internationaux** : Il existe des opportunités pour collaborer avec des organisations internationales et des ONG pour le développement du sport en Haïti.
- **Innovation et Technologie** : L'utilisation des nouvelles technologies et des approches innovantes peut contribuer à surmonter les défis existants et améliorer l'accès et la qualité du sport.

# **7- SOCIÉTÉ FÉMINISTE**

## **1. Constat Exhaustif**

### **Situation Actuelle**

- **Inégalités de Genre** : En Haïti, les femmes font face à des inégalités profondes dans divers domaines tels que l'éducation, la santé, et l'emploi. Les violences basées sur le genre, y compris les violences domestiques et sexuelles, sont largement répandues et souvent sous-déclarées.
- **Accès aux Ressources** : Les femmes ont un accès limité aux

ressources économiques et aux opportunités professionnelles. Le taux de participation des femmes dans le marché du travail est faible, et elles occupent principalement des emplois informels et précaires.

- **Représentation Politique** : Les femmes sont sous-représentées dans les postes politiques et décisionnels. Cette sous-représentation limite leur capacité à influencer les politiques publiques et à défendre leurs intérêts.

- **Éducation et Sensibilisation** : Les disparités d'accès à l'éducation entre les sexes restent importantes, particulièrement dans les zones rurales. La sensibilisation aux droits des femmes et à l'égalité des genres est insuffisante.

### **Défis et Obstacles**

- **Normes culturelles** : Les normes et les stéréotypes de genre ancrés dans la culture haïtienne perpétuent les inégalités et les violences envers les femmes.

- **Insuffisance des Services de Protection**: Les services de soutien aux victimes de violences de genre sont insuffisants et manquent de ressources.

- **Pauvreté et dépendance Économique** : La pauvreté élevée parmi les femmes, particulièrement les chefs de famille monoparentale, contribue à leur vulnérabilité et dépendance économique.

## **8- SERVICE PUBLIC BANCAIRE SOUS CONTRÔLE CITOYEN**

### **1. Constat Exhaustif**

#### **Contexte Économique et Financier:**

Haïti, malgré une population jeune et dynamique, souffre d'une faiblesse structurelle dans son secteur financier. L'inclusion financière est limitée, avec une large part de la population n'ayant pas accès aux services bancaires formels. Selon les données de la Banque mondiale, moins de

30% de la population haïtienne dispose d'un compte bancaire. Cette exclusion est accentuée par des facteurs tels que l'infrastructure inadéquate, l'analphabétisme financier, et la méfiance générale envers les institutions financières traditionnelles.

### **Systeme Bancaire Actuel:**

Le secteur bancaire haïtien est dominé par des institutions privées, concentrées principalement dans les zones urbaines, laissant une grande partie des zones rurales et des populations vulnérables sans accès à ces services. Les taux d'intérêt sont souvent élevés, et les conditions de crédit sont difficiles à satisfaire pour les petites entreprises et les individus à faibles revenus. Par ailleurs, la Banque nationale, Banque de la République d'Haïti (BRH), bien qu'elle joue un rôle clé dans la régulation, a une influence limitée sur l'accessibilité des services bancaires pour la majorité de la population.

### **Impact Socioéconomique:**

L'absence de services bancaires accessibles a un impact direct sur l'économie informelle, qui représente une part substantielle du PIB d'Haïti. Cette exclusion limite également les capacités d'épargne, d'investissement, et d'emprunt des individus et des petites entreprises, exacerbant les inégalités sociales et économiques. Le manque de confiance dans le système financier empêche aussi la mobilisation de l'épargne domestique pour financer des projets de développement local.

### **Défis Structurels:**

- **Infrastructures et Technologie:** Les infrastructures technologiques nécessaires à la bancarisation, notamment l'accès à internet et aux services mobiles, sont insuffisantes. Les régions rurales sont particulièrement touchées par cette pénurie, limitant l'accès aux services financiers numériques qui pourraient pallier l'absence de banques physiques.

- **Éducation Financière:** L'analphabétisme financier est un autre obstacle majeur. De nombreux Haïtiens n'ont pas les connaissances nécessaires pour utiliser efficacement les services financiers, ce qui

contribue à la méfiance et à l'exclusion.

- **Régulation et Supervision:** La régulation du secteur bancaire en Haïti est jugée inefficace, avec une supervision insuffisante des pratiques des banques privées et un manque de transparence. Cela empêche une véritable concurrence et un accès équitable aux services bancaires.

## **9- RESPECT DES ANIMAUX**

### **1. Constat exhaustif**

#### **Contexte actuel :**

Actuellement, en Haïti, le respect des animaux est un sujet peu abordé à l'échelle nationale, malgré les problématiques croissantes liées à la maltraitance, à l'abandon, et à l'absence de soins vétérinaires. Les animaux domestiques et de ferme sont souvent perçus comme de simples outils de travail ou de protection, plutôt que des êtres sensibles nécessitant des soins et une protection. De plus, les ressources pour les soins vétérinaires sont limitées, avec très peu de cliniques vétérinaires et de professionnels qualifiés, en particulier dans les zones rurales.

Les lois existantes en matière de protection des animaux sont soit inexistantes, soit peu appliquées. Il n'existe pas de cadre juridique solide qui protège efficacement les animaux contre les abus et l'exploitation. Cette situation est exacerbée par une méconnaissance générale des droits des animaux et des normes de bien-être animal.

Par ailleurs, les animaux sauvages en Haïti subissent également les conséquences de la déforestation, de la perte d'habitat, et du braconnage. La biodiversité du pays est menacée, et les efforts de conservation sont limités par des ressources insuffisantes et un manque d'engagement institutionnel.

## 10- RÉPUBLIQUE ANTI-RACISME ET ANTI “RESTAVEK”

### 1. Constat exhaustif

#### **Racisme en Haïti :**

Historiquement, Haïti a été le premier pays à obtenir son indépendance par une révolte d'esclaves, ce qui en a fait un symbole de la lutte contre l'oppression raciale. Cependant, la question du racisme persiste sous diverses formes. Haïti souffre encore des stigmates du colorisme, une forme de discrimination basée sur la couleur de peau, avec une valorisation des teints plus clairs au détriment des peaux plus foncées. Ce phénomène a des racines dans l'histoire coloniale et continue d'affecter les relations sociales, l'accès aux opportunités, et la distribution du pouvoir. Le racisme structurel se manifeste également à travers les inégalités économiques, où une petite élite souvent plus claire de peau domine les secteurs clés de l'économie.

#### **Système "Restavek" :**

Le système "Restavek" est une forme moderne d'esclavage où des enfants issus de familles pauvres, principalement des zones rurales, sont envoyés dans des familles plus aisées pour travailler en échange de nourriture, d'hébergement et d'une éducation supposée. En réalité, ces enfants sont souvent exploités, maltraités, et privés de leurs droits fondamentaux. Ce système reflète à la fois des inégalités économiques extrêmes et une culture de mépris envers les populations les plus vulnérables. Le "Restavek" est un symbole de l'injustice sociale en Haïti, perpétuant un cycle de pauvreté et de marginalisation pour les enfants qui en sont victimes.

#### **Réalisations actuelles et obstacles :**

Il existe plusieurs initiatives locales et internationales visant à combattre le racisme et à abolir le système "Restavek", mais ces efforts sont souvent fragmentés, sous-financés, et manquent de coordination. De plus, les lois existantes sont mal appliquées, et il existe une certaine

tolérance culturelle à l'égard du système "Restavek". Les inégalités économiques croissantes exacerbent le problème, créant un environnement propice à la perpétuation de ces pratiques.

## **11- NUMÉRIQUE UN BIEN COMMUN**

### **1. Constat Exhaustif**

#### **Contexte actuel :**

Haïti, en tant que nation en développement, est confronté à des défis importants dans le domaine du numérique. Actuellement, l'accès à Internet reste limité, avec une faible couverture en dehors des zones urbaines. Les infrastructures technologiques sont obsolètes ou inexistantes dans certaines régions, et l'adoption des technologies numériques est freinée par un manque de ressources, d'éducation, et de soutien institutionnel.

#### **Infrastructures et Accessibilité :**

Les infrastructures Internet sont largement concentrées dans les grandes villes comme Port-au-Prince, laissant une grande partie du pays en dehors de la révolution numérique. La connectivité mobile reste le principal moyen d'accès à Internet, mais les coûts sont prohibitifs pour une grande partie de la population.

#### **Éducation Numérique :**

Le manque d'éducation numérique est un obstacle majeur. Le système éducatif haïtien, souffrant déjà de sous-financement, n'intègre que marginalement la formation numérique dans les curricula. Cela laisse la majorité de la population, en particulier les jeunes, sans les compétences nécessaires pour participer pleinement à l'économie numérique mondiale.

#### **Souveraineté Numérique :**

Haïti dépend largement de fournisseurs étrangers pour ses

infrastructures numériques, ses services de cloud, et ses logiciels, ce qui crée une vulnérabilité en termes de souveraineté numérique. Il existe un risque que des entités externes puissent influencer ou contrôler des aspects critiques du système numérique du pays.

### **Gouvernance et Réglementation :**

Il n'existe pas de cadre législatif solide pour réguler le secteur numérique. Les lois sur la protection des données sont insuffisantes, et la cybersécurité reste un domaine largement inexploré. Les initiatives gouvernementales pour développer le numérique sont fragmentées et manquent de coordination.

### **Économie Numérique :**

L'économie numérique est en phase embryonnaire. Les entreprises locales dans le secteur technologique sont peu nombreuses et souvent sous-capitalisées. Le secteur informel reste dominant, avec peu de soutien pour formaliser et numériser ces activités.

## **12- L'INFORMATION, UN BIEN COMMUN EN HAÏTI**

### **1. Constat exhaustif**

#### **1. Accès limité à l'information :**

- Infrastructure de télécommunication déficiente : faible couverture Internet, réseaux téléphoniques intermittents.
- Disparités régionales marquées : les zones rurales sont particulièrement défavorisées par rapport aux zones urbaines.
- Faible taux d'alphabétisation : environ 60% de la population est alphabétisée, ce qui limite l'accès à l'information écrite.

#### **2. Qualité de l'information :**

- Prévalence des fake news et désinformation : les réseaux sociaux sont souvent le principal vecteur d'information.

- Manque de formation des journalistes : les médias manquent de ressources pour former correctement leur personnel.

### **3. Liberté de la presse et sécurité des journalistes :**

- Menaces et violences contre les journalistes : les reporters sont souvent victimes de harcèlement, d'intimidation ou pire.
- Censure et autocensure : la pression politique et économique limite la liberté d'expression.

### **4. Infrastructures médiatiques :**

- Faible développement des médias locaux : peu de stations de radio et de télévision locales.
- Manque de diversité dans les sources d'information : la plupart des médias sont concentrés entre les mains de quelques propriétaires.

## **13- CONSTRUIRE L'AUTONOMIE DES JEUNES ET DES DROIT DE L'ENFANT**

### **1. Constat exhaustif et détaillé**

#### **Contexte actuel :**

L'autonomie des jeunes et les droits de l'enfant en Haïti sont confrontés à plusieurs défis complexes, liés aux conditions socio-économiques, à l'instabilité politique, à la précarité des infrastructures éducatives et sanitaires, et aux pratiques culturelles. Actuellement, une grande partie des jeunes Haïtiens fait face à des obstacles structurels qui entravent leur capacité à se développer pleinement et à devenir des citoyens autonomes.

- **Éducation** : Moins de 50% des enfants haïtiens achèvent l'école primaire, et l'accès à l'enseignement secondaire et supérieur reste limité. Le système éducatif est sous-financé, et les méthodes pédagogiques sont souvent dépassées, ne répondant pas aux besoins

du marché du travail moderne.

- **Santé** : L'accès aux soins de santé de base est limité, avec des taux élevés de malnutrition infantile et des soins maternels insuffisants. Les enfants sont vulnérables à des maladies évitables et à la maltraitance.
- **Droits** : Le cadre législatif pour la protection des droits de l'enfant existe, mais l'application est faible. Le travail des enfants, le mariage précoce et la traite des mineurs restent préoccupants.
- **Économie** : Le chômage chez les jeunes atteint des niveaux alarmants. Les opportunités d'emploi sont rares et souvent limitées à l'économie informelle.
- **Violence et insécurité** : L'insécurité grandissante, exacerbée par la présence de gangs, affecte directement les jeunes, les exposant à des risques de violence, de recrutement forcé et de manque de sécurité dans les espaces publics.

## **14- LA FRANCOPHONIE COMME RICHESSE À EXPLOITER**

### **1. Constat Exhaustif**

**Contexte actuel :**

#### **1.1. Situation Actuelle de la Francophonie en Haïti**

- **Langue et Éducation** : Le créole haïtien est la langue la plus parlée, tandis que le français est souvent utilisé dans l'administration, les affaires et l'éducation supérieure. Cependant, l'enseignement du français est souvent limité à un niveau élémentaire et ne correspond pas toujours aux besoins du marché du travail ou aux normes internationales.
- **Culture et Médias** : La francophonie est présente dans les médias,

mais elle est souvent sous-représentée par rapport à la culture créole. Les productions culturelles en français, telles que les livres, les films et les pièces de théâtre, sont moins nombreuses.

- **Économie et Commerce** : Haïti bénéficie de relations commerciales avec des pays francophones, mais le potentiel est sous-exploité. La francophonie peut offrir des opportunités économiques dans les domaines du commerce, du tourisme et des investissements.

- **Relations Internationales** : Haïti est membre de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et participe aux forums et aux activités francophones, mais il n'en tire pas pleinement parti en termes de soutien économique et d'échanges culturels.

## 1.2. Défis et Opportunités

- **Défis** : Faible maîtrise du français dans la population générale, manque de ressources pour la promotion du français, absence de politiques linguistiques coordonnées, et faible développement des infrastructures nécessaires pour promouvoir la francophonie.

- **Opportunités** : Développement du bilinguisme, renforcement des relations avec d'autres pays francophones, augmentation des échanges culturels et éducatifs, et amélioration de la compétitivité économique en utilisant la francophonie comme levier.

# 15- GARANTIR LE DROIT AU LOGEMENT EN HAÏTI

## 1. Constat Exhaustif et Détaillé :

### Situation Actuelle du Logement en Haïti

#### A. Contexte Économique et Social

- Pauvreté élevée: Environ 60% de la population vit en dessous du seuil

de pauvreté, avec une majorité en situation de précarité économique.

- Urbanisation croissante: Les villes, notamment Port-au-Prince, connaissent une urbanisation rapide sans planification adéquate, entraînant une prolifération des bidonvilles.

## **B. Conditions de Logement**

- Inadéquation des logements: Une grande partie de la population vit dans des logements insalubres et précaires, souvent construits avec des matériaux de faible qualité.

- Absence de Réglementation: Manque de régulation et de contrôle sur la construction, ce qui conduit à des violations des normes de sécurité et de qualité.

## **C. Problèmes Structurels**

- Insuffisance de l'Infrastructure: Déficit d'infrastructures de base telles que l'eau potable, l'électricité et les systèmes d'évacuation des eaux usées.

- Accès limité au Crédit: Difficulté pour les individus à accéder à des crédits pour la construction ou la rénovation de logements en raison de l'instabilité financière.

## **D. Impact des Catastrophes Naturelles**

- Vulnérabilité aux catastrophes: Haïti est fréquemment touché par des catastrophes naturelles (séismes, ouragans), aggravant la crise du logement et détruisant des milliers de logements chaque année.

## **E. Réponses et Politiques Existantes**

- Programmes de Reconstruction: Efforts de reconstruction après les catastrophes, souvent insuffisants et mal coordonnés.

- Initiatives Internationales: Contributions internationales variées, mais souvent mal ciblées et non soutenues par des politiques locales solides.

# **16- GARANTIR L'ÉGALITÉ RÉPUBLICAINE EN HAÏTI**

## **1. Constat Exhaustif**

### **Contexte Actuel**

La République d'Haïti fait face à des inégalités persistantes et profondes, exacerbées par des défis économiques, politiques et sociaux. La ruralité haïtienne est marquée par des disparités significatives en termes d'accès aux services publics, d'opportunités économiques et de droits fondamentaux. Les principaux éléments du constat actuel incluent :

#### **1.1. Disparités Régionales :**

- Accès aux services : Les zones rurales souffrent d'un manque d'infrastructures telles que les écoles, les hôpitaux et les routes, par rapport aux zones urbaines.
- Opportunités économiques : Les possibilités d'emploi et les revenus dans les zones rurales sont nettement inférieurs à ceux des villes.

#### **1.2. Éducation et Formation :**

- Éducation : Les taux d'alphabétisation et de scolarisation sont plus bas en milieu rural, avec des écoles souvent mal équipées et sous-financées.
- Formation professionnelle : Les opportunités de formation pour les jeunes en milieu rural sont limitées, restreignant leurs perspectives d'emploi.

#### **1.3. Services de Santé :**

- Accès à la Santé : Les services de santé sont rares et de mauvaise qualité dans les zones rurales, entraînant des taux plus élevés de mortalité et de morbidité.

#### **1.4. Gouvernance et Participation :**

- Participation Politique : Les citoyens des zones rurales ont souvent

moins de voix dans les processus décisionnels locaux et nationaux.

- Représentation : Les intérêts des communautés rurales sont souvent sous-représentés dans les politiques publiques.

### **1.5. Infrastructures et Environnement :**

- Infrastructures : Les routes et autres infrastructures essentielles sont souvent en mauvais état, limitant l'accès aux marchés et aux services.

- Environnement : La déforestation et l'érosion des sols sont des problèmes majeurs qui affectent les communautés rurales.

## **17- GARANTIR LES DROITS DES ENFANTS**

### **1. Constat Exhaustif**

#### **Contexte actuel :**

- **Cadre légal:** Haïti est signataire de la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies depuis 1995. Cependant, malgré cette adhésion, la mise en œuvre des droits des enfants reste limitée. Le cadre juridique national, bien que conforme à certaines normes internationales, est insuffisamment appliqué.

- **Conditions de vie:** Les enfants en Haïti font face à des conditions de vie extrêmement difficiles. Selon l'UNICEF, plus de 60% des enfants vivent en dessous du seuil de pauvreté. L'accès aux besoins fondamentaux comme la nutrition, l'eau potable, les soins de santé, et l'éducation est limité.

- **Santé et nutrition:** Le taux de malnutrition chez les enfants est élevé, avec près d'un tiers souffrant de malnutrition chronique. Les services de santé sont insuffisants, surtout dans les zones rurales, avec un accès limité aux vaccinations et aux soins prénatals.

- **Éducation:** Le système éducatif haïtien est sous-financé et manque de ressources. Moins de 50% des enfants terminent l'école primaire, et l'accès à l'éducation secondaire est encore plus limité. Les infrastructures éducatives sont souvent précaires, avec des salles de classe surchargées et un manque de matériel pédagogique.
- **Exploitation et violence:** Le phénomène des enfants domestiques, ou "restaveks", est un problème majeur. Ces enfants, souvent issus de familles pauvres, sont envoyés dans des foyers plus aisés pour travailler en échange d'hébergement et d'éducation, mais ils sont souvent victimes d'exploitation et de mauvais traitements. La violence, y compris la violence sexuelle, est également répandue, avec peu de mécanismes de protection efficaces en place.
- **Justice pour enfants:** Le système judiciaire pour enfants est sous-développé. Les enfants en conflit avec la loi sont souvent traités comme des adultes et ne bénéficient pas d'un traitement différencié. Il y a un manque de services de réhabilitation et de réinsertion pour ces enfants.
- **Catastrophes naturelles et crises politiques:** Les catastrophes naturelles récurrentes, telles que les tremblements de terre et les ouragans, exacerbent les vulnérabilités des enfants. De plus, l'instabilité politique et l'insécurité civile aggravent leur situation, les exposant davantage à la violence et à l'exploitation.

## **18- FORÊT EN HAÏTI**

### **1. Constat Exhaustif de la Thématique**

#### **a. Situation Actuelle des Forêts en Haïti**

Haïti, autrefois riche en forêts, a vu son couvert forestier diminuer drastiquement au cours du dernier siècle. Actuellement, il est estimé

que moins de 2% du territoire est couvert de forêts. Cette déforestation massive est due à plusieurs facteurs :

- Déforestation pour l'agriculture : L'expansion agricole non durable a conduit à la conversion de forêts en terres agricoles.
- Coupe de bois pour le charbon de bois : Environ 85% de la population haïtienne dépend du charbon de bois comme principale source d'énergie domestique.
- Construction et urbanisation : L'urbanisation rapide a également contribué à la perte de forêts.
- Manque de politiques de protection : absence de lois strictes et de mise en œuvre efficace pour protéger les forêts.

### **b. Conséquences Environnementales et Socioéconomiques**

La déforestation en Haïti a entraîné des conséquences graves :

- Érosion des sols: La perte de couverture végétale expose les sols à l'érosion, réduisant ainsi leur fertilité.
- Inondations et glissements de terrain : L'absence de forêts accroît la vulnérabilité aux inondations et aux glissements de terrain.
- Perte de biodiversité : La destruction des habitats naturels menace de nombreuses espèces de plantes et d'animaux.
- Impact sur l'agriculture: La dégradation des sols affecte négativement la productivité agricole.
- Détérioration des conditions de vie : La perte des ressources forestières exacerbe la pauvreté et limite les opportunités économiques.

## **19- L'ÉDUCATION ET DE L'ÉMANCIPATION**

### **1. Constat exhaustif et détaillé de la thématique**

#### **Contexte éducatif en Haïti**

Haïti, le pays le plus pauvre des Amériques, fait face à de nombreux

défis dans le domaine de l'éducation. L'accès à une éducation de qualité est limité, avec des infrastructures scolaires souvent délabrées et des ressources pédagogiques insuffisantes. Le taux d'alphabétisation reste faible, et de nombreux enfants ne terminent pas l'école primaire. Les inégalités sociales et économiques exacerbent ces défis, rendant difficile l'émancipation par l'éducation.

### **Infrastructures**

Les infrastructures scolaires en Haïti sont souvent insuffisantes et en mauvais état. Beaucoup d'écoles sont endommagées ou détruites par des catastrophes naturelles fréquentes comme les tremblements de terre et les ouragans. Les salles de classe sont souvent surpeuplées et manquent de matériaux de base comme des bureaux, des chaises, et des tableaux noirs.

### **Formation des enseignants**

La qualité de l'enseignement est également compromise par le manque de formation adéquate pour les enseignants. Beaucoup d'enseignants ne possèdent pas les qualifications nécessaires et ne bénéficient pas de formations continues. Cette situation contribue à un enseignement de faible qualité et à un manque de motivation parmi les élèves.

### **Accessibilité**

L'accessibilité à l'éducation est un problème majeur, particulièrement dans les zones rurales où les écoles sont rares et éloignées. Les familles doivent souvent choisir entre envoyer leurs enfants à l'école ou les faire travailler pour subvenir aux besoins de la famille. Les frais de scolarité, même modestes, sont souvent inabordables pour les familles les plus pauvres.

### **Inégalités de genre**

Les inégalités de genre sont également un problème crucial. Les filles ont souvent moins de chances d'aller à l'école que les garçons en raison de stéréotypes de genre, de la pauvreté, et de la violence basée sur le genre. Cela limite leurs futures opportunités et perpétue le cycle de la

pauvreté.

## **20-CONSTRUIRE UN SERVICE PUBLIC DE LA DÉPENDANCE**

### **1. Constat Exhaustif**

#### **Contexte Socio-Économique et Démographique :**

- **Viellissement de la population** : En 2023, Haïti compte une population vieillissante, où les personnes de 60 ans et plus représentent environ 9% de la population. Ce pourcentage devrait atteindre 16% d'ici 2050, selon les projections démographiques.
- **Taux de pauvreté** : Le pays reste l'un des plus pauvres de l'hémisphère occidental, avec plus de 60% de la population vivant sous le seuil de pauvreté. La pauvreté aggrave la situation des personnes dépendantes, notamment les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, et les malades chroniques, qui ont souvent peu d'accès aux services de santé et à un soutien social adéquat.
- **Infrastructures de santé insuffisantes** : Le système de santé haïtien est en grande difficulté, avec un accès limité aux soins, surtout en milieu rural. Les services spécifiques à la dépendance, comme les maisons de retraite, les soins à domicile, et les services de réadaptation, sont presque inexistantes.
- **Problèmes de gouvernance** : Les institutions publiques sont faibles et corrompues, ce qui rend difficile la mise en place de services sociaux durables.

## **21- LA MER EN HAÏTI**

### **1. Constat Exhaustif de la Thématique**

#### **1.1. Géographie et Biodiversité**

Haïti, située dans les Caraïbes, dispose d'une vaste côte de plus de 1 500 km. Ses eaux maritimes sont riches en biodiversité, abritant des récifs coralliens, des mangroves, et une variété d'espèces marines. Ces écosystèmes sont essentiels non seulement pour la vie marine, mais aussi pour les communautés locales qui en dépendent.

#### **1.2. Économie Maritime**

L'économie maritime haïtienne repose principalement sur la pêche artisanale, qui est une source de subsistance pour de nombreuses familles. Le tourisme, bien qu'encore sous-développé, représente un potentiel économique énorme grâce aux plages, à la plongée et aux sports nautiques.

#### **1.3. Environnement et Défis**

Les récifs coralliens et les mangroves sont menacés par la pollution, la surpêche et les changements climatiques. La déforestation côtière contribue à l'érosion, affectant les habitats marins. Les infrastructures portuaires sont vieillissantes et nécessitent des modernisations pour être plus efficaces et moins polluantes.

#### **1.4. Gouvernance et Cadre Juridique**

Il existe un cadre juridique pour la protection des ressources marines, mais sa mise en œuvre est souvent inefficace en raison du manque de ressources, de corruption et de faiblesse institutionnelle. Les initiatives de conservation sont souvent fragmentées et manquent de coordination.

## **22- CITOYENNETÉ DANS L'ENTREPRISE**

### **1. Constat exhaustif**

#### **Contexte socio-économique actuel :**

Haïti, en proie à une instabilité économique et politique depuis plusieurs décennies, est également confrontée à des défis majeurs en matière de développement de la citoyenneté dans l'entreprise. Les droits des travailleurs et la participation citoyenne dans les processus de gouvernance des entreprises sont souvent négligés. Les entreprises haïtiennes sont souvent concentrées dans les mains d'une élite, ce qui accentue les inégalités de pouvoir et de richesse. Les structures syndicales sont faibles, et les lois sur le travail, bien que présentes, sont rarement appliquées de manière rigoureuse.

#### **Citoyenneté en entreprise :**

La citoyenneté dans l'entreprise, qui inclut la participation des travailleurs à la prise de décisions, la promotion de l'égalité des chances, et l'instauration de pratiques éthiques et responsables, est encore à ses balbutiements en Haïti. Dans de nombreuses entreprises, les employés sont vus comme de simples outils de production, et leur implication dans les décisions stratégiques de l'entreprise est quasi inexistante. Les mécanismes de responsabilité sociale des entreprises (RSE) sont rarement implémentés, et lorsqu'ils le sont, ils servent souvent des objectifs de marketing plutôt que de véritables engagements en faveur des travailleurs et des communautés locales.

#### **Problèmes majeurs :**

1. Manque de régulation et d'application des lois\*: Les lois existantes en matière de travail et de protection des droits des travailleurs ne sont souvent pas respectées.
2. Inégalités socio-économiques : Les écarts de revenus au sein des

entreprises sont considérables, exacerbant les tensions sociales.

3. **Faiblesse des syndicats** : Les organisations syndicales sont peu représentées, ce qui affaiblit la capacité des travailleurs à défendre leurs droits.

4. **Absence de dialogue social** : Il existe peu d'espaces de dialogue entre les employeurs et les employés, ce qui entrave la participation citoyenne au sein des entreprises.

## **23- L'EAU UN BIEN COMMUN**

### **1. Constat exhaustif**

#### **A. Contexte naturel :**

Haïti bénéficie d'une richesse hydrique relative, avec de nombreuses sources naturelles, rivières, et un potentiel important en termes d'eaux souterraines. Cependant, la distribution géographique inégale des ressources, combinée aux effets croissants du changement climatique, a conduit à des sécheresses dans certaines régions et à des inondations dans d'autres.

#### **B. Accès à l'eau potable :**

- **Taux d'accès faible** : Seulement 65% de la population a accès à une source améliorée d'eau potable, avec des disparités importantes entre les zones urbaines (80%) et rurales (50%).

- **Qualité de l'eau**: La contamination par des agents pathogènes, due à l'absence d'infrastructures de traitement des eaux, est courante, exposant la population à des maladies hydriques telles que le choléra.

#### **C. Gouvernance et infrastructure :**

- **Manque d'infrastructures** : Les infrastructures de gestion et de distribution de l'eau sont obsolètes ou inexistantes dans certaines régions, entraînant des pertes importantes (jusqu'à 50% de l'eau distribuée est perdue).

- **Cadre institutionnel faible**: La gestion de l'eau en Haïti est morcelée entre plusieurs agences publiques (DINEPA, ministère de l'Environnement, municipalités), sans coordination efficace.

#### **D. Enjeux environnementaux :**

- **Déforestation et érosion** : La déforestation massive réduit la capacité de rétention des sols, aggravant les inondations et limitant la recharge des nappes phréatiques.

- **Pollution des cours d'eau** : Les déchets solides et les eaux usées non traitées contribuent à la pollution des rivières et des nappes phréatiques.

## **24- SÉCURITÉ**

### **1. Constat Exhaustif et Détaillé**

#### **Sécurité Publique et Criminalité**

- Criminalité endémique : Les niveaux de criminalité, y compris les homicides, les kidnappings, et les vols, restent élevés.

- Violence des gangs : Les gangs armés contrôlent plusieurs quartiers, imposant leur loi et perturbant la vie quotidienne des citoyens.

- Corruption et l'inefficacité policière : La corruption au sein des forces de l'ordre et l'inefficacité de la police aggravent la situation sécuritaire.

#### **Infrastructures de Sécurité**

- Infrastructures vieillissantes : Les commissariats et autres infrastructures de sécurité sont souvent en mauvais état, mal équipés et sous-financés.

- Manque de technologies modernes : Les forces de sécurité manquent d'outils modernes tels que les systèmes de surveillance, les bases de données informatisées, et les équipements de communication.

#### **Justice et Impunité**

- Système judiciaire dysfonctionnel : Les tribunaux sont lents, sous-financés, et souvent corrompus, ce qui entraîne une impunité généralisée.
- Surpopulation carcérale : Les prisons sont surpeuplées, mal entretenues et les conditions de détention sont inhumaines.

### **Facteurs Sociaux et Économiques**

- Pauvreté et chômage : Le taux élevé de pauvreté et de chômage contribue à l'insécurité.
- Éducation déficiente : Le manque d'accès à une éducation de qualité limite les opportunités économiques et favorise la criminalité.

## **25-ART ET CULTURE POUR UN SERVICE PUBLIC DU PROGRÈS HUMAIN EN HAÏTI**

### **1. Constat Exhaustif**

#### **État Actuel de l'Art et de la Culture en Haïti :**

**1. Infrastructures Culturelles** : Les infrastructures culturelles en Haïti sont limitées et souvent en mauvais état. Il existe peu de musées, de centres culturels et de bibliothèques modernes. Les équipements nécessaires pour les arts visuels, le théâtre et la musique sont souvent insuffisants ou obsolètes.

**2. Soutien aux artistes** : Les artistes haïtiens font face à des difficultés financières et à un manque de reconnaissance institutionnelle. Les fonds pour les arts sont faibles, et les opportunités de formation professionnelle sont limitées.

**3. Éducation artistique** : L'éducation artistique est sous-développée dans le système éducatif haïtien. Peu d'écoles offrent des programmes d'art, et ceux qui existent sont souvent mal équipés.

**4. Accessibilité** :L'accès à l'art et à la culture est limité, en particulier dans les zones rurales. La majorité des activités culturelles sont concentrées dans les grandes villes comme Port-au-Prince, laissant les zones périphériques sous-représentées.

**5. Patrimoine Culturel** :Haïti possède un riche patrimoine culturel, mais la préservation de ce patrimoine est souvent négligée en raison du manque de financement et d'infrastructure.

**6. Politiques Culturelles** :Les politiques culturelles existantes sont souvent insuffisantes et manquent de coordination. Les programmes de soutien à la culture ne sont pas toujours bien ciblés ni efficaces.

## **26- ÉDUCATION DE HAUT NIVEAU EN HAÏTI (ÉCOLE, UNIVERSITAIRE ET PROFESSIONNELLE)**

### **1. Constat exhaustif**

#### **Contexte actuel :**

L'éducation supérieure en Haïti, comprenant les universités et les écoles professionnelles, se trouve dans une situation de crise depuis plusieurs décennies. Plusieurs défis structurels et fonctionnels affectent son efficacité :

- **Accès limité**: L'accès aux études supérieures reste très limité, avec un taux d'admission extrêmement bas. Seulement une petite fraction des jeunes haïtiens réussit à intégrer une université ou une école professionnelle.
- **Infrastructure inadéquate** : Les établissements d'enseignement

supérieur manquent d'infrastructures modernes et adaptées. Les bibliothèques, laboratoires, et équipements pédagogiques sont souvent obsolètes ou inexistantes, ce qui limite la qualité de l'éducation.

- **Corruption et gestion inefficace** : La gestion des universités publiques souffre de corruption et d'inefficacité, ce qui contribue à la dégradation de la qualité de l'éducation. Les frais de scolarité élevés dans les institutions privées accentuent les inégalités.

- **Déficit de personnel qualifié** : Il y a un manque criant de professeurs qualifiés et bien rémunérés, ce qui affecte gravement la qualité de l'enseignement. De nombreux enseignants manquent de formation pédagogique ou de spécialisation dans leur domaine d'enseignement.

- **Inadéquation avec le marché du travail** : Les programmes d'études ne sont pas alignés sur les besoins du marché du travail. Cela crée un écart entre les compétences acquises et les opportunités d'emploi. Les étudiants diplômés rencontrent souvent des difficultés à trouver un emploi, ce qui aggrave le chômage des jeunes.

- **Mobilité et fuite des cerveaux** : La fuite des cerveaux est un problème majeur. De nombreux jeunes diplômés quittent le pays pour chercher des opportunités à l'étranger, ce qui prive Haïti de talents précieux nécessaires pour son développement.

- **Environnement socio-politique instable** : L'instabilité politique, l'insécurité et la pauvreté affectent l'accès à l'éducation et la capacité des institutions à fonctionner de manière cohérente. Cela entraîne des interruptions fréquentes des cours et des grèves prolongées.

### **Les écoles professionnelles :**

- Les écoles professionnelles en Haïti sont souvent perçues comme une alternative de deuxième rang, alors qu'elles devraient jouer un rôle clé dans la formation d'une main-d'œuvre qualifiée.

-Elles sont souvent sous-financées, manquent d'équipements

modernes, et n'ont pas de programmes en phase avec les exigences contemporaines du marché du travail.

## **27- SERVICE PUBLIC DE LA POLICE**

### **1. Constat Exhaustif**

#### **État Actuel de la Police en Haïti :**

- **Historique et contexte:** La police haïtienne, créée en 1860, puis réformée en 1994 a longtemps été marquée par des crises de légitimité et de confiance publique. Des périodes de dictature, de corruption et de violence ont affecté son image. La transition démocratique n'a pas réussi à réformer efficacement le système.

#### **- Problèmes Actuels:**

- **Corruption et abus de pouvoir :** La police est souvent accusée de corruption, d'extorsion et de violences abusives. Les cas de violations des droits de l'homme sont fréquents.

- **Formation et Ressources :** Les forces de l'ordre manquent de formation adéquate et de ressources. Les conditions de travail sont souvent précaires.

- **Relation avec la Population :** Il existe un manque de confiance entre la police et les citoyens. Les communautés se sentent souvent ignorées et mal desservies.

- **Institutionnalisation :** L'absence d'une structure de gestion efficace et d'une hiérarchie claire entraîne des dysfonctionnements au sein des services de police.

- **Insécurité Générale :** Le taux élevé de criminalité et l'insécurité persistent, affectant la qualité de vie des Haïtiens.

- **Réformes passées:** Les tentatives de réforme, y compris l'aide internationale, ont échoué à instaurer des changements durables en raison de la mauvaise gestion et du manque de volonté politique.

## **28- RESSOURCES NATURELLES**

### **1. Constat Exhaustif**

#### **1.1. Contexte Géographique et Écologique**

Haïti est un pays insulaire situé dans les Caraïbes, avec une topographie variée comprenant des montagnes, des vallées, et des plaines côtières. Sa géologie comprend des ressources minérales telles que la bauxite, le calcaire, et les matériaux de construction, tandis que ses forêts et ses sols sont essentiels pour l'agriculture.

#### **1.2. Ressources Minérales**

- Bauxite: Haïti possède des réserves de bauxite, mais leur exploitation est limitée et mal gérée.
- Calcaire: Utilisé principalement pour la construction, le calcaire est une ressource abondante mais sous-exploitée.
- Or et autres métaux: Bien que des ressources aurifères aient été identifiées, l'exploitation minière est insuffisante et souvent non durable.

#### **1.3. Ressources en Eau**

- Hydrologie: Haïti a des rivières et des ruisseaux importants, mais la gestion de l'eau est inefficace, avec des problèmes de pollution et de gestion des ressources hydriques.
- Accès à l'eau potable: Moins de 50% de la population a accès à de l'eau potable fiable, et la qualité de l'eau est souvent compromise.

#### **1.4. Ressources Forestières**

- Forêts: Haïti a perdu environ 98% de ses forêts originelles à cause de la déforestation, principalement pour le combustible et l'agriculture.
- Biodiversité: La perte de couverture forestière affecte la biodiversité, y compris des espèces endémiques et menacées.

### **1.5. Ressources Agricoles**

- Sols: Les sols haïtiens sont souvent dégradés en raison de l'érosion et des pratiques agricoles non durables.
- Production agricole: L'agriculture est un secteur clé mais est confrontée à des défis majeurs, tels que la gestion des sols et la résistance aux changements climatiques.

### **1.6. Enjeux Environnementaux**

- Érosion et déforestation: La déforestation massive contribue à l'érosion des sols et aux catastrophes naturelles comme les inondations.
- Changements climatiques: Haïti est vulnérable aux effets des changements climatiques, ce qui impacte la disponibilité et la qualité des ressources naturelles.

## **29-HAÏTI INDÉPENDANTE ET NON ALIGNÉE (DIPLOMATIE)**

### **1. Constat exhaustif**

Actuellement, Haïti se trouve dans une situation de dépendance diplomatique et économique vis-à-vis des grandes puissances et des institutions internationales. Son histoire est marquée par une longue période de domination étrangère et d'ingérence dans ses affaires intérieures. Les accords commerciaux, les partenariats stratégiques, et l'aide internationale sont souvent conditionnés par des impératifs politiques qui limitent la souveraineté d'Haïti.

Le pays fait face à une perte de contrôle sur ses ressources naturelles, et son économie est souvent orientée vers l'exportation de matières premières sans réelle valeur ajoutée pour la population. Haïti subit également les effets de la globalisation et de l'intégration régionale, souvent dictées par des intérêts étrangers. Le paysage diplomatique actuel est donc marqué par une marginalisation croissante de l'État haïtien sur la scène internationale.

Sur le plan régional, Haïti fait partie de plusieurs organisations comme la CARICOM (Communauté des Caraïbes) et l'Organisation des États Américains (OEA), mais son influence y est limitée. Les relations avec ses voisins, notamment la République dominicaine, sont souvent tendues en raison des différends migratoires, économiques et frontaliers.

## **30- HAÏTIENS VIVANTS A L'ETRANGER**

### **1. Constat Exhaustif de la Thématique**

Les Haïtiens vivants à l'étranger représentent une population importante et influente à travers le monde, principalement aux États-Unis, au Canada, en France, en République dominicaine et aux Bahamas. Ces Haïtiens vivants à l'étranger sont issus de diverses vagues d'émigration causées par des facteurs économiques, politiques et sociaux.

- Économie et Envois de Fonds : Les Haïtiens vivants à l'étranger envoient chaque année des milliards de dollars en Haïti, constituant une part significative du PIB national. Cependant, ces envois de fonds ne sont pas systématiquement canalisés vers des investissements

productifs.

- Éducation et Compétences : Les Haïtiens vivants à l'étranger possèdent un haut niveau d'éducation et des compétences variées, allant de la médecine à l'ingénierie en passant par l'éducation et les affaires. Néanmoins, cette expertise n'est pas pleinement exploitée pour le développement d'Haïti.

- Culture et Identité : Les Haïtiens vivants à l'étranger maintiennent un lien fort avec la culture haïtienne, préservant et promouvant la langue créole et toutes ses nuances, la musique, la cuisine, l'histoire, le civisme et d'autres aspects culturels. Malgré cela, il existe des défis concernant l'intégration culturelle des générations nées à l'étranger.

- Participation Politique: Bien que les Haïtiens vivants à l'étranger aient un intérêt marqué pour la politique haïtienne, sa participation directe est limitée et absente par des restrictions légales et administratives, ainsi que par une méfiance envers le système politique haïtien. Accès et Limitation de documents légaux permettant aux Haïtiens l'intégration dans les pays d'accueil.

- Santé et bien-être Les membres des Haïtiens vivants à l'étranger ont accès à de meilleurs systèmes de santé comparé à ceux en Haïti, mais ils rencontrent des défis liés à l'adaptation culturelle et linguistique dans les pays d'accueil.

- Diplomatie et protection: Les Haïtiens vivant à l'étranger sont livrés à eux-mêmes par la diplomatie Haïtienne. Aucune Organisations ou des services diplomatiques adaptés ne sont mis à leur disposition pour permettre une intégration efficace dans les pays d'accueil.

## **31- AGRICULTURE ÉCOLOGIQUE**

## 1. Constat Exhaustif

### **Contexte Historique et Socio-économique:**

Haïti, avec une population majoritairement rurale, dépend historiquement de l'agriculture pour sa subsistance. Cependant, la structure agricole du pays a été marquée par une série de défis complexes. Les politiques agricoles des décennies passées, l'urbanisation, les catastrophes naturelles, et les fluctuations des marchés internationaux ont fragilisé ce secteur. La monoculture du café et du sucre, en particulier, a laissé le secteur vulnérable.

### **Problèmes Actuels:**

- **Dégradation des Terres:** L'érosion, la déforestation et la perte de fertilité des sols sont des problèmes critiques. L'utilisation intensive de terres pour des cultures de subsistance et l'abattage illégal d'arbres ont considérablement réduit la couverture forestière, entraînant une baisse de la productivité agricole.
- **Accès Limité aux Ressources:** L'accès limité à l'eau, aux semences de qualité, et aux technologies agricoles modernes handicape les petits agriculteurs. L'irrigation est rare, rendant les cultures vulnérables aux changements climatiques.
- **Fragmentation des Terres:** Les propriétés foncières sont souvent très petites et fragmentées, ce qui empêche les économies d'échelle et réduit la rentabilité.
- **Infrastructure et Logistique:** Le manque d'infrastructures adéquates pour le transport et le stockage des produits agricoles entraîne des pertes post-récoltes élevées. L'absence de routes et de moyens de transport appropriés dans les zones rurales limite également l'accès aux marchés.
- **Financement et Soutien Institutionnel:** Les agriculteurs ont un accès limité au crédit et aux services financiers, ce qui freine l'investissement dans des méthodes de production plus efficaces. Le soutien gouvernemental et les services de vulgarisation sont souvent insuffisants ou inefficaces.
- **Dépendance aux Importations:** Haïti est fortement dépendant des

importations alimentaires, ce qui réduit l'incitation à investir dans la production locale. Cette dépendance affaiblit également la sécurité alimentaire nationale.

### **Impact Social et Environnemental:**

- **Pauvreté Rurale:** Une grande partie de la population rurale vit dans la pauvreté, avec des conditions de vie précaires et un accès limité aux services de base (santé, éducation, etc.).
- **Migration et Désertification Rurale:** La migration vers les villes ou à l'étranger est souvent perçue comme une échappatoire à la misère rurale, accentuant la désertification des zones rurales.
- **Changement Climatique:** L'agriculture haïtienne est extrêmement vulnérable aux aléas climatiques, notamment les cyclones et les sécheresses. Le changement climatique aggrave ces risques, menaçant la production agricole.

## **32- JUSTICE AU NOM DU PEUPLE EN HAÏTI**

### **1. Constat Exhaustif**

#### **A. Contexte Actuel de la Justice en Haïti :**

##### **1. Infrastructure Judiciaire :**

- Courts et Tribunaux : Infrastructures vétustes, mal équipées, souvent dans un état de délabrement.
- Accès à la Justice : Limitations géographiques et économiques, avec des régions rurales particulièrement mal desservies.

##### **2. Corruption et Indépendance Judiciaire :**

- Corruption : Problèmes persistants de corruption au sein du système judiciaire qui affectent la crédibilité et l'efficacité des institutions.
- Indépendance : Manque d'indépendance politique et financière des magistrats, influençant l'impartialité des décisions.

### **3. Droits et Libertés :**

- Libertés Publiques : Respect limité des libertés fondamentales (liberté d'expression, de presse, de réunion).
- Protection des Droits : Insuffisance dans la protection des droits humains, avec des cas fréquents de violences et d'abus.

### **4. Formation et Ressources :**

- Formation Juridique : Formation inégale des avocats et des juges, souvent inadéquate pour traiter des affaires complexes.
- **\*\*Ressources Financières\*\*** : Budget limité pour la justice, avec des moyens insuffisants pour mener des enquêtes et des procès de manière efficace.

### **5. Cas de Violations et Systèmes Défaillants :**

- Violations des Droits : Nombreuses violations des droits civiques, souvent sans recours adéquat.
- Systèmes Défaillants : Systèmes de gestion des dossiers et de suivi des affaires souvent obsolètes et inefficaces.

### **B. Besoins Identifiés :**

- Réforme Structurelle : Modernisation des infrastructures et des systèmes judiciaires.
- Renforcement de l'Indépendance : Garantir l'indépendance des institutions judiciaires.
- Amélioration de l'Accès : Augmenter l'accès à la justice pour les populations vulnérables.
- Formation Continue : Formation continue pour les professionnels du droit.
- Augmentation des ressources : Augmenter le budget alloué à la justice et améliorer la gestion des ressources.

## **33- THÉMATIQUE JUSTICE EN HAÏTI**

### **1. Constat Exhaustif**

#### **Corruption Systémique :**

- La corruption est omniprésente dans le système judiciaire haïtien. Les juges, avocats et policiers sont souvent impliqués dans des pratiques corrompues, sapant la confiance publique.
- Les pots-de-vin sont fréquents pour influencer les décisions judiciaires, ce qui compromet l'impartialité et l'équité.

#### **Inaccessibilité de la Justice :**

- Une grande partie de la population n'a pas accès à la justice en raison des coûts élevés, du manque d'informations et de la distance géographique des tribunaux.
- Les personnes marginalisées, notamment les femmes et les minorités, sont particulièrement désavantagées.

#### **Surcharge des Tribunaux et Retards Judiciaires :**

- Les tribunaux haïtiens sont souvent surchargés, ce qui entraîne des retards significatifs dans le traitement des affaires.
- Les délais peuvent être si longs que de nombreux détenus passent des années en détention préventive sans jugement.

#### **Insuffisance des Ressources et Infrastructures :**

- Les infrastructures judiciaires sont souvent en mauvais état, et il y a un manque criant de ressources matérielles et humaines.
- Les juges, procureurs et autres personnels judiciaires sont mal rémunérés, ce qui affecte leur motivation et leur performance.

#### **Violations des Droits Humains :**

- Les abus et les violations des droits humains par les forces de l'ordre et dans le système pénitentiaire sont courants.
- Les conditions de détention sont souvent inhumaines, avec des

prisons surpeuplées et insalubres.

### **Faible Indépendance Judiciaire :**

- Le pouvoir judiciaire est souvent soumis à des pressions politiques, compromettant son indépendance.
- Les nominations et les promotions dans la magistrature sont souvent influencées par des considérations politiques plutôt que par le mérite.

## **34- MOBILITÉ DURABLES ET ACCESSIBLES**

### **1. Constat Exhaustif**

#### **Contexte Actuel**

##### **Infrastructure Routière:**

En Haïti, l'état des infrastructures routières est préoccupant. Les routes principales reliant les grandes villes sont souvent en mauvais état, tandis que les routes secondaires et rurales sont largement sous-développées. La faible qualité des infrastructures entrave les déplacements, augmentant les coûts de transport et limitant l'accès des populations rurales aux services essentiels et aux marchés.

##### **Transport Public:**

Le transport en commun en Haïti est dominé par les "tap-tap" (camionnettes ou bus modifiés) et les motos-taxis. Ces moyens de transport sont souvent surchargés, non réglementés, et leur sécurité laisse à désirer. De plus, ils ne couvrent pas efficacement les zones rurales, créant une barrière d'accès à la mobilité pour une grande partie de la population.

##### **Émissions de Carbone:**

Le secteur des transports contribue de manière significative aux émissions de gaz à effet de serre en Haïti. L'absence de normes

environnementales strictes pour les véhicules, combinée à l'importation de voitures d'occasion souvent en mauvais état, aggrave la pollution de l'air.

### **Accessibilité:**

L'accessibilité aux transports est une problématique majeure. Les personnes en situation de handicap, les personnes âgées, et les familles à faible revenu ont souvent du mal à accéder aux services de transport. Le coût élevé des déplacements pour les ménages à faible revenu limite leur accès à des opportunités économiques et sociales.

### **Urbanisation:**

L'urbanisation rapide, sans planification adéquate, a entraîné une congestion urbaine croissante, en particulier à Port-au-Prince. Cette congestion augmente les temps de trajet et les coûts de transport, tout en réduisant la qualité de vie des citoyens.

## **35- RÉPUBLIQUE LAÏQUE**

### **1. Constat Exhaustif**

#### **Contexte historique et culturel :**

Haïti, première république noire au monde, a été fondée sur des principes de liberté et d'indépendance. Cependant, l'histoire religieuse du pays est complexe. Le catholicisme a longtemps dominé la scène religieuse, renforcé par des structures coloniales françaises. Avec l'évolution de la société haïtienne, les cultes protestants et le vaudou se sont également enracinés. Le vaudou, souvent marginalisé, est pourtant une composante essentielle de l'identité culturelle haïtienne. Les tensions religieuses, exacerbées par des élites qui favorisent certaines confessions, ont empêché l'établissement d'une véritable laïcité.

#### **Cadre juridique :**

La Constitution haïtienne, bien qu'elle reconnaisse la liberté religieuse, ne garantit pas une stricte séparation entre l'État et les religions. L'Église catholique bénéficie encore de privilèges, et les influences religieuses sont perceptibles dans les décisions politiques et les institutions publiques. La place du vaudou reste ambivalente, reconnu officiellement mais souvent discriminé dans la pratique.

### **Influence sociale et politique :**

La religion joue un rôle central dans la vie quotidienne des Haïtiens. Les leaders religieux, qu'ils soient catholiques, protestants ou houngans (prêtres vaudous), exercent une influence considérable sur les communautés locales et, par extension, sur les décisions politiques. Ce mélange de pouvoir spirituel et politique crée une situation où la laïcité peine à s'imposer. Les lois et les politiques publiques sont parfois façonnées par des convictions religieuses, ce qui limite la neutralité de l'État vis-à-vis de toutes les confessions.

### **Problèmes actuels :**

- Discrimination religieuse : Les minorités religieuses, notamment les pratiquants du vaudou, continuent de subir des discriminations, tant dans la société que dans les institutions.
- Mélange État-religion : L'influence des églises sur les affaires publiques, y compris l'éducation et la législation, compromet la neutralité de l'État.
- Absence de cadre laïque : Il n'existe pas de cadre juridique strict pour garantir la séparation de la religion et de l'État.

## **36- UNE DÉFENSE AU SERVICE DE LA SOUVERAINETÉ POPULAIRE (ARMÉE)**

### **1 Constat exhaustif**

### **Historique et contexte actuel :**

Haïti, premier pays noir indépendant, a une histoire complexe en matière de défense nationale. Après l'indépendance en 1804, l'armée haïtienne a joué un rôle crucial dans la préservation de la souveraineté nationale, mais elle a également été impliquée dans des coups d'État et des violations des droits humains, ce qui a mené à sa dissolution en 1995 sous la présidence de Jean-Bertrand Aristide.

Aujourd'hui, Haïti ne dispose pas d'une force militaire conventionnelle. La sécurité du pays repose principalement sur la Police Nationale d'Haïti (PNH) et les forces internationales, comme la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH) qui a quitté le pays en 2017. Cependant, l'absence d'une force armée nationale laisse un vide en matière de défense contre les menaces extérieures, le crime organisé, et la gestion des catastrophes naturelles.

### **Défis sécuritaires :**

- Menaces externes : Bien que Haïti n'ait pas de conflits frontaliers immédiats, le pays reste vulnérable à des interventions étrangères, surtout dans un contexte de crise politique ou économique.
- Menaces internes : La prolifération des gangs armés et la faiblesse des forces de sécurité locales posent des risques importants pour la stabilité interne.
- Catastrophes naturelles : Haïti, étant situé dans une région sujette aux ouragans, tremblements de terre et inondations, nécessite une force organisée capable de répondre efficacement aux crises humanitaires.

### **Situation économique :**

Le financement d'une force militaire est un défi majeur pour Haïti, un des pays les plus pauvres de l'hémisphère occidental. Toute initiative en matière de défense doit être réfléchie de manière à ne pas peser lourdement sur l'économie nationale, déjà fragilisée par des crises politiques et sociales récurrentes.

### **Perception publique :**

Le souvenir des abus passés de l'armée est encore frais dans la mémoire collective. Toute proposition de recreation d'une armée devra répondre aux préoccupations relatives aux droits humains et à l'État de droit.

## 37- HANDICAP: LEVER LES OBSTACLES À L'ACCÈS AUX DROITS

LE CONSTAT : DES CITOYEN·NES OUBLIÉ·ES ET MALMENÉ·ES

*Aller à l'école, se former, travailler, se soigner, se loger, se déplacer, vivre décemment est encore inaccessible pour bon nombre de citoyennes et citoyens. Chaque personne qui est confrontée au handicap peut se sentir isolée, seule, face au regard des autres et à la dureté du monde qui l'entoure.*

La perte d'autonomie est une question de solidarité républicaine. **Près d'un million de personnes déclarent avoir des difficultés importantes dans leurs activités quotidiennes.** À ce chiffre, il faut ajouter non seulement les enfants, mais aussi les personnes âgées dont la perte d'autonomie rejoint souvent les besoins des personnes en situation de handicap.

**Le handicap n'est pas une caractéristique individuelle des personnes qui sont concernées.** Il est provoqué par l'environnement inadapté. Ainsi, l'Organisation des Nations unies précise que « le handicap résulte de l'interaction entre des personnes présentant des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables et les barrières comportementales et environnementales qui font obstacle à leur pleine et effective participation à la société sur la base de l'égalité avec les autres ».

**L'universalisme républicain accorde des droits égaux à toutes les personnes, en tant qu'êtres humains.** C'est ce grand principe qui

fonde notre action. **A l'heure actuelle, il n'y a pourtant pas de volonté politique d'une réelle inclusion de ces citoyen·nes dans la solidarité nationale. Pourtant, le nombre de personnes en situation de handicap ne cesse de croître** : plus de 1 million d'haïtiens sont ainsi concernés, dont près de 45% des enfants. Que cela soit à la naissance ou à la suite d'accidents du travail, de la route ou domestiques, ou encore de maladies invalidantes, nombre de nos concitoyen·nes découvrent chaque année la réalité du quotidien des multiples situations de handicap. Les inégalités sont criantes en matière d'éducation, de formation professionnelle, de logement et de travail. Ce à quoi s'ajoutent l'alourdissement du coût de la vie et le défaut de prise en charge adaptée.

**Pour les enfants en situation de handicap**, le manque de moyens financiers et de personnels pour les accompagner ainsi que le manque de places dans les unités spécialisées ne permettent pas une réelle prise en charge pour tous ceux qui en ont besoin.

**En matière d'accessibilité des lieux publics**, les objectifs fixés sont loin d'être atteints, en particulier pour l'accès aux transports en commun ou aux commerces.

**En ce qui concerne les travailleur·ses en situation de handicap**, le quotidien aussi est difficile. Elles et ils sont deux fois plus au chômage que les autres travailleur·ses .